



Le Temps
1211 Genève 2
022/ 888 58 58
www.letemps.ch

Genre de média: Médias imprimés
Type de média: Presse journ./hebd.
Tirage: 42'433
Parution: 6x/semaine

N° de thème: 844.3
N° d'abonnement: 844003
Page: 16
Surface: 41'350 mm²

Analyse

La révolte contre le lâchage de la place financière par les autorités



Emmanuel Garesus

Pays neutre, sûr, compétitif et sans dettes, la Suisse fait des envieux. Mais dans un contexte de guerre économique, elle souffre de la faiblesse de son gouvernement et de son défaitisme: «levant les mains bien haut, paumes ouvertes, genou à terre. Les étendards ont laissé place aux chiffons blancs de la capitulation», écrit Marie-Hélène Miauton, chroniqueuse au *Temps* dans un livre de combat: *Banques suisses: Les raisons de lutter**.

Les attaques contre sa place financière et contre la souveraineté du pays se sont en effet multipliées, souvent sur la base de faux arguments. Le Conseil fédéral, notamment Eveline Widmer-Schlumpf, n'a répondu qu'en pliant, parfois même avant que les menaces ne soient formulées. Sous le couvert de la morale, on veut que la place financière suisse soit plus transparente que toutes les autres et que les fonds placés en Suisse rejoignent leur enfer fiscal initial. «La morale ne sera pas sauve puisque tout continuera à se passer... sous d'autres cieus, en particulier là où nos détracteurs sont les plus nombreux», selon Marie-Hélène Miauton.

L'ouvrage se veut une lettre ouverte «à la source de tout pouvoir: vous, mes compatriotes

citoyens». Et de conclure: «Nous n'aurons jamais la paix tant que nous nous montrerons arrangeants.»

L'auteure a le mérite de revenir longuement sur l'histoire des renoncements et reculades du gouvernement face aux Etats-Unis, à l'Union européenne et à ses membres. Pourquoi limiter les reproches à la Suisse? La France, par exemple, n'a jamais utilisé avec ses amis les plus douteux, de Ben Ali à Kadhafi ou Mobutu, un langage aussi agressif qu'envers la Suisse. Les travers fiscaux des Etats-Unis et du Royaume-Uni méritent aussi un rappel détaillé. Elle effectue le nécessaire travail de relecture des événements. La Grèce ne s'est pas effondrée à la suite d'un complot des financiers, mais de 28 ans de socialisme et d'une corruption endémique. De même, les malheurs de la France ne viennent pas de la Suisse, mais de sa gestion «dispendieuse des deniers publics».

La Suisse dispose, selon l'auteure, de trois stratégies: Céder, «temporiser» ou «lutter pour conserver notre indépendance».

La morale ne sera pas sauve puisque tout continuera à se passer... sous d'autres cieus

La première pourrait revêtir une certaine grandeur si on en assume les conséquences. La Suisse pourrait aider les autres pays à établir un dossier sur l'ar-

gent non déclaré et le publier urbi et orbi. On y verrait, selon l'auteure, que «la Suisse n'est pas le seul mouton noir», qu'elle est «un petit Etat combatif et souverain» et qu'elle «veille à ce qu'on instaure ailleurs le même ordre qu'on a exigé d'elle». L'auteure refuse pourtant cette solution, car elle ouvrirait la porte à «l'ingérence dans notre système fiscal».

La deuxième serait de temporiser. Mais «notre processus n'est pas celui de la lenteur et de la

temporisation, mais plutôt de l'empressement servile et de l'automutilation économique», estime Marie-Hélène Miauton.

L'auteure préfère la troisième solution: lutter. Il faut «cesser de faire un complexe de pays solitaire car tous le sont en réalité». Elle propose diverses pistes d'un intérêt très inégal. Elle suggère ceci: une «harmonisation mondiale des normes de transparence, conditionner nos abdications à l'appartenance au G20, improviser des alliances».

Elle aimerait aussi que la Suisse communique mieux ses valeurs. Celles-ci expriment effectivement notre relation particulière entre le citoyen et l'Etat. Et de citer Pascal Salin: «Il est paradoxal que des Etats qui imposent le principe de la concurrence à leurs entreprises privées se l'épargnent à eux-mêmes. C'est de l'arbitraire étatique d'affirmer que la concurrence fiscale est dommageable.»

L'auteure aimerait également créer une structure de veille qui dénonce les faux et les insultes à l'égard de la Suisse. A l'heure où



Le Temps
1211 Genève 2
022/ 888 58 58
www.letemps.ch

Genre de média: Médias imprimés
Type de média: Presse journ./hebd.
Tirage: 42'433
Parution: 6x/semaine

N° de thème: 844.3
N° d'abonnement: 844003
Page: 16
Surface: 41'350 mm²

l'information et la perception sont cruciales dans les décisions politiques, ainsi que le montre Hans Giger dans *Die verlorene Ehre der Mutter Helvetia* (Ed. NZZ Libro), c'est une piste intéressante. Elle demande aussi de brandir des mesures de rétorsion. La Suisse emploie 259 000 frontaliers, et le chiffre est en forte hausse. Plus de la moitié sont français. «Grâce au dynamisme de notre économie, nous évitons ainsi à nos voisins des allocations de chômage et nous leur fournissons en outre des rentrées fiscales.» Nous pourrions les menacer de dénoncer à court terme nos accords concernant la fiscalité des frontaliers en décrétant qu'il serait plus opportun de les imposer en Suisse.

La Suisse, trop conciliante, ne devrait jamais envisager la moindre concession sans contrepartie, mais réfléchir à des structures organisationnelles plus adaptées

à la guerre économique (trusts). Elle aimerait une Suisse «généreuse» pour s'attirer la reconnaissance des adversaires. Elle défend l'idée d'un fonds souverain, dans une version plus politique qu'économique, et celle de participer par exemple au sauvetage de l'UE en prêtant des capitaux, notamment à l'Espagne. Cette dernière piste ne manque pas d'étonner. La Suisse, membre du FMI, finance déjà très largement les pays en difficulté, et achète, à travers la BNS, d'énormes montants d'euros.

Solide et efficace sur le dossier international et fiscal, l'auteure nous déçoit sur la finance. Pour elle, la bourse est un «immense casino», devenue «plus volatile» à cause du trading à haute fréquence. N'est-ce pas plutôt un gain en termes de liquidité du système? Elle va jusqu'à proposer des interdictions de produits. C'est pourtant une voie refusée par l'Union européenne et par la

Finma, qui préfère réglementer les établissements et la distribution de produits que les produits eux-mêmes. D'ailleurs, qu'entend-elle lorsqu'elle dénonce les produits «qui jouent certaines valeurs à la hausse ou à la baisse»? Faudrait-il interdire les hedge funds? Les produits structurés? L'investisseur – notamment le grand public et les caisses de pension – serait le premier touché. Et pourquoi recommander la création d'une agence de notation suisse – il en existe une de très haut niveau à Zurich (I-CV)? Peut-on défendre la place financière sans en connaître tous les mécanismes? Dommage, car, sur le fond, le livre traduit un malaise de plus en plus fort auprès des citoyens.

* «Banques suisses, les raisons de lutter», Marie-Hélène Miauton, Ed. Slatkine, 2012.